



346 - 15 janvier 2024



Cohésion sociale et transitions. Quelles perspectives pour les quartiers populaires ? Les ressources documentaires des Fabriques Prospectives #3

ANCT, décembre 2023, n° 3. 8 p.

La Fabrique Prospective « Cohésion sociale et transitions dans les QPV en renouvellement urbain », lancée par l'ANCT le 11 octobre 2023, témoigne de deux enjeux : à la fois de parvenir à créer dans les quartiers prioritaires, au-delà de la mixité sociale, une réelle cohésion sociale, mais aussi anticiper les besoins futurs des habitants des quartiers. Comment passer de la mixité sociale à la cohésion sociale ? Comment les transitions démographiques, écologiques, numériques doivent-elles être abordées en tenant compte du contexte spécifique des quartiers prioritaires ? Comment assurer des transitions justes pour les habitants ? Regroupant éléments de cadrage, interview et sélection bibliographique, ces ressources documentaires proposent de premiers repères.

- Les ressources documentaires des Fabriques Prospectives #3 - "Cohésion sociale et transitions. Quelles perspectives pour les quartiers populaires ?"
- La page des Fabriques Prospectives sur le site de l'ANCT

Culture

► **Loisirs des villes, loisirs des champs. L'accès à l'offre et aux loisirs culturels dépend du lieu de résidence mais aussi des caractéristiques sociales des individus**

Ministère de la Culture - Edwige Millery et Léa Garcia. Etude n° 2023-5, novembre 2023. 34 p.

L'accès à l'offre et aux loisirs culturels dépend-il du lieu de résidence et des caractéristiques sociales des individus ? Une nouvelle exploitation de l'enquête Pratiques culturelles du DEPS croisée avec la grille communale de densité qui permet d'approcher des caractéristiques selon le lieu de résidence de la population. Celles-ci sont établies à partir de l'observation d'une quinzaine de pratiques relevant des loisirs culturels, médiatiques et ordinaires (activités d'autoproduction comme bricoler, tricoter, jardiner ou cuisiner). L'étude mobilise également des indicateurs de proximité des personnes aux équipements culturels selon le type de territoire où ils résident.

► L'étude

Démographie - Population

► **Entre 2015 et 2021, la croissance démographique est deux fois plus élevée dans l'espace urbain que dans le rural**

Insee, Chantal Brutel. *Insee Focus*, n° 316, décembre 2023

Au 1er janvier 2021, 67 408 000 personnes vivent en France hors Mayotte, soit une croissance moyenne de 0,3 % par an depuis 2015, contre 0,5 % entre 2010 et 2015. Les régions ayant connu les plus fortes augmentations de population entre 2015 et 2021 sont les mêmes qu'entre 2010 et 2015. La population diminue dans 23 départements. La croissance démographique est deux fois plus élevée dans l'espace urbain (+0,4 %) que dans le rural (+0,2 %).

Education

► **Orientation post-bac : pourquoi les lycéens ruraux s'autocensurent**

Clément Reversé, Université de Bordeaux. *The Conversation*, 9 janvier 2024

À résultats scolaires égaux, les adolescents des espaces ruraux s'orientent plus vers des filières courtes et professionnalisantes que les élèves de lycées urbains. Comment l'expliquer ?

► Les inégalités en matière d'orientation scolaire

Viavoice, étude réalisée pour l'Afev, Article 1, Chemins d'avenirs, JobIRL, Tenzing et 100 000 Entrepreneurs. Janvier 2024. 18 p.

Cette étude réalisée pour six associations spécialisées dans l'égalité des chances met en lumière la difficulté des élèves des territoires ruraux et des quartiers populaires à se projeter dans les études supérieures. Les aspirations d'orientation des élèves dépendent en effet étroitement de leur milieu familial et social. Malgré une volonté de réaliser des études supérieures chez la plupart, cette ambition diffère grandement selon les origines socio-économiques et l'environnement scolaire. Les élèves des établissements moins privilégiés se projettent dans des métiers et des cursus moins prestigieux, et sont moins enclins à déménager pour poursuivre leurs études.

► Politique de la ville : la création de quartiers prioritaires, une arme à double tranchant pour les établissements scolaires ?

Manon Garrouste, Miren Lafourcade. *The Conversation*, décembre 2023

Depuis la fin des années 1970, la politique de la ville a multiplié les dispositifs de soutien aux quartiers qualifiés au départ de « sensibles », puis plus récemment de « prioritaires ». Dans une étude récente, qui mobilise des données du service statistique du ministère de l'Éducation nationale (DEPP), les auteurs montrent que les collèges des quartiers labélisés comme « prioritaires » ont justement souffert d'une telle stigmatisation.

Emploi

► Diplômés du supérieur issus des QPV. Des difficultés majeures à surmonter pour le diplôme mais aussi pour l'accès à l'emploi cadre

Apec (Association pour l'emploi des cadres), novembre 2023. 14 p.

Les analyses présentées dans cette étude s'appuient sur une enquête qualitative composée de 48 entretiens menés auprès de jeunes ayant résidé ou effectué une grande partie de leur scolarité en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) et de 5 entretiens auprès d'acteurs de l'accompagnement intervenant spécifiquement auprès des publics issus des QPV.

► La répartition des emplois publics sur le territoire en 2021

François Ecale. FIPECO, janvier 2024. 8 p.

Ce billet examine si la répartition des emplois publics sur le territoire correspondait à peu près aux

besoins de la population en 2021 en s'appuyant sur les « taux d'administration », rapports entre le nombre de fonctionnaires et le nombre d'habitants, par régions et départements (hors Mayotte) qui sont publiés dans le rapport annuel sur l'état de la fonction publique. En première analyse, la répartition des emplois publics ne semble pas correspondre aux besoins et le principe d'égalité devant le service public ne paraît pas respecté. Hors Ile-de-France, la répartition des fonctionnaires civils de l'État répond toutefois un peu mieux aux besoins que celle des fonctionnaires locaux et hospitaliers. Ces statistiques montrent également que les départements ruraux ne sont pas systématiquement défavorisés.

Evaluation des politiques publiques

► Analyse économique et évaluation des politiques publiques

Rapport à la Première ministre

Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Insee ; Nicolas Véron, économiste à Bruegel et au Peterson Institute. Novembre 2023. 48 p.

Le directeur de l'Insee, Jean-Luc Tavernier, et l'économiste Nicolas Véron ont remis à la Première ministre leurs recommandations pour rationaliser l'écosystème de l'évaluation des politiques publiques économiques. Le rapport invite à réorganiser et stabiliser le financement de l'évaluation publique dans sa globalité. Il plaide également pour un rattachement du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii) à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), plutôt qu'au Premier ministre.

Habitat - Logement

► Habitat : comment réussir la décentralisation ? (Dossier)

***Intercommunalités*, n° 288, décembre 2023. pp. 8-17**

Alors qu'un projet de loi de décentralisation du logement est envisagé pour le premier trimestre 2024, *Intercommunalités* propose un dossier décryptant les enjeux pour la politique de l'habitat et du logement. Au sommaire : comment renforcer le statut de l'autorité organisatrice de l'habitat (AOH) ; PLH et PLUI : quel avancement ? ; infographie sur les moyens financiers et interview de Patrice Vergriete, ministre délégué auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargé du Logement.

► **Le besoin en résidences principales, premier facteur de transformation des espaces naturels, agricoles et forestiers pour l’habitat**

Insee, Olivier Pégaz-Blanc, Adem Khamallah, en collaboration avec le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. *Insee Première*, n° 1976, décembre 2023. 4 p.

Le développement de l’habitat représente environ deux tiers de la consommation d’espace naturel, agricole et forestier entre 2009 et 2019. Les besoins en résidences principales, conséquences de la hausse de la population et de la baisse de la taille moyenne des ménages, expliquent les deux tiers de cette consommation d’espace. La consommation d’espace liée à l’habitat entre 2009 et 2019 augmente particulièrement dans les départements d’outre-mer, en Corse et dans le quart sud-ouest de la France. La hausse est plus modérée en Île-de-France.

Littoral

► **Les littoraux français face aux changements climatiques**

Alain Miossec. *Population & Avenir*, n° 765, décembre 2023. pp. 4-7

En France, sur les littoraux, l’heure n’est plus à l’aménagement mais à la « recomposition spatiale ». Les changements climatiques font évoluer la donne avec les risques d’une accentuation de l’érosion côtière. Mais quelle est la réalité de ce phénomène ? Quelles mesures ont été ou sont prises pour lutter contre l’érosion côtière ? Comment recomposer le littoral sans mécontenter les habitants ?

► **Rapport Green Cross : résilience des territoires littoraux et insulaires face au dérèglement climatique**

Green Cross - Nicolas Imbert et Lucile Pillot, Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts, *Les Cahiers de la recherche*, décembre 2023. 16 p.

En continuité des travaux engagés par Green Cross sur l’observation des effets économiques du dérèglement climatique dans les territoires de montagne, une nouvelle démarche du même type a été engagée dans les territoires littoraux et insulaires, afin d’identifier les risques et les leviers pour l’adaptation de ces territoires exposés. Entre montagne et littoraux, certains enjeux se rejoignent : dans ces deux types de territoires, les activités sont directement menacées par le dérèglement climatique, avec des modèles économiques dépendants d’un certain type de tourisme insuffisamment résilient. Green Cross a mené une analyse en 5 thématiques prioritaires et propose 20 recommandations.

Numérique

► Smart city ? La technologie ne fait pas tout !

David Carassus, Didier Chabaud et Pascal Frucquet. *The Conversation*, décembre 2023

Deux études récentes relèvent l'importance de la gouvernance et de la prise en compte des attentes des habitants dans les politiques de Smart City ou de Territoires connectés.

Politique de la ville

► Actualisation de la géographie prioritaire de la politique de la ville en métropole

Secrétariat d'Etat chargée de la citoyenneté et de la ville, décembre 2023. 36 p.

Pour s'adapter à l'évolution des territoires, une actualisation de la géographie prioritaire a été menée dans l'esprit de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine de 2014. Pour les quartiers de France métropolitaine le travail a été conduit en 2023 par les préfectures de département, avec une concertation locale, en s'appuyant sur l'ANCT et la mise à disposition de données par l'Insee. La nouvelle géographie prioritaire comporte désormais 1362 QPV en métropole, au lieu de 1296 dans la géographie prioritaire initiale.

► Le dossier de presse

► **Décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains**

► **Décret n° 2023-1312 du 28 décembre 2023 modifiant le décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à ses modalités particulières de détermination dans les départements métropolitains**



Outil à disposition des acteurs locaux de la politique de la ville mais également de tout public, le **SIG-VILLE** permet l'accès à une cartographie ainsi qu'à des données statistiques à l'échelle des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

L'outil permet en particulier de déterminer si une adresse est située en quartier prioritaire (QPV). Les données de la nouvelle géographie prioritaires 2024 sont désormais intégrées ainsi qu'une amélioration du géoréférencement des adresses (nouveau référentiel BAN).

► Accéder au SIG-VILLE

► La politique de la ville au défi de la transformation écologique

Ariella Masbouni, Franck Boutte, Olivier Sichel, Stanislas Bourron et al. *Urbanisme*, hors-série n° 78, décembre 2023. 74 p.

Aujourd'hui, une nouvelle ère de projets de renouvellement urbain est mise en œuvre dans les quartiers populaires, et notamment ceux qui relèvent de la politique de la ville. Ces projets structurés autour du thème de « résilience » ont pour objectif de réparer ces quartiers et améliorer les conditions de vie de leurs habitants en même temps que celles de la ville et du territoire.

► Appui au déploiement du programme national des cités éducatives

Recueil des fiches transversales

Réseau national des centres de ressources pour la politique de la ville (RNCRPV), ANCT, novembre 2023. 105 p.

Le RNCRPV s'est engagé dans un travail collaboratif afin de mettre en commun les travaux menés par les différents centres de ressources et de mobiliser leurs expertises thématiques. Fruit de ce travail, ce document rassemble les travaux d'analyse transversale consacrés à 5 thématiques : "Les groupes de travail et les commissions dans les cités éducatives : des vecteurs d'animation territoriale ? " ; "L'évaluation des cités éducatives : un exercice complexe à géométrie variable - Cités éducatives et déploiement des compétences psychosociales" ; "Les cités éducatives et les questions linguistiques " ; "La force des réseaux : retour d'expérience sur l'animation de réseaux cités éducatives par les centres de ressources politique de la ville ".

Qualité de vie

► Rapport sur la qualité de vie dans les villes européennes

Commission européenne, 2023. 112 p. (en anglais)

Quelle ville d'Europe est la plus propre ou la plus sûre ? Dans quelle ville est-il facile de trouver un emploi ou une maison abordable ? Quelle ville a les meilleurs transports publics ou la meilleure qualité de l'air ? Ce rapport présente les principales conclusions de la sixième édition de l'enquête sur la qualité de vie des villes européennes. L'enquête couvre 83 villes à travers l'Europe pour un total de plus de 70 000 entretiens.

Rural



Regards croisés sur les fonds européens et l'Agenda rural français

ANCT, Réseau rural national, Union européenne, octobre 2023. 3 tomes. Collection *Comprendre*

Quel a été l'apport des fonds européens sur le développement des territoires ruraux en France sur les dernières années ? Comment le FEADER et le FEDER ont-ils impacté les mesures de l'Agenda rural sur des thématiques telles que la mobilité, les services publics, l'accès au soin et les petits commerces ?

Les enjeux ruraux, au cœur des politiques publiques de l'Union européenne notamment via le Pacte rural, invitent à questionner les convergences et les disparités nationales : comment les politiques publiques liées à la ruralité sont-elles réfléchies, structurées et mises en œuvre dans les États membres de l'Union Européenne ? Qu'en est-il des territoires de montagne où le changement climatique est accéléré ? Après deux ans de mise en œuvre du programme *Avenir montagnes* en France, l'ANCT a souhaité mesurer la prise de conscience sur ces thématiques à travers une étude de parangonnage européen réalisée avec le Réseau rural national.

L'étude est composée de trois rapports distincts réalisés par :

- Rapport 1 (72 p.) - Association Leader France appuyée par l'Observatoire du Développement Rural
- Rapport 2 (52 p.) - Coopérative Acadie
- Rapport 3 (56 p.) - Euréka 21 en partenariat avec Euromontana et ADT Consult

► Jeunesses populaires (Dossier)

Yaëlle Amsellem-Mainguy, Benoît Coquard, Mélanie Gambino et al.

Études rurales, 2023/2, n° 212, 166 p.

Parmi les jeunesses rurales définies par les auteurs, les conditions de vie et les perspectives d'avenir divergent en fonction de variables individuelles et collectives. Comprendre que toutes les jeunesses rurales ne sont pas logées à la même enseigne, c'est aussi montrer que l'espace rural est lui-même fragmenté et polarisé, entre des campagnes dynamiques et d'autres en déclin. Les articles réunis dans

ce numéro alimentent ainsi les réflexions autour de l'hétérogénéité sociale et spatiale dans les territoires ruraux.

► **Pauvres des champs, les oubliés**

Agnès Roche, Hélène Pasquet et Didier Barthe; France Culture, émission "*LSD, la série documentaire*", série "*Être pauvre*", 12 décembre 2023. 55 mn

"A la campagne, on est moins isolé qu'en ville". "Il y a plus de solidarité, moins d'indifférence". Les poncifs sur la ruralité sont nombreux et tenaces. Zoom sur le Limousin, une zone particulièrement concernée par cette pauvreté hors des radars. Au fil des témoignages recueillis, sont abordées les questions de l'isolement géographique, de la dévitalisation des territoires, du repli social et des spécificités de la pauvreté dans un village ou en campagne. Echanges avec Agnès Roche, sociologue ainsi qu'avec Hélène Pasquet et Didier Barthe, bénévoles du Secours populaire français.

Tiers-lieux

► **Tiers-lieux et développement territorial**

Fabien Nadou et Guy Baudelle (coord.). *Revue d'économie régionale & urbaine*, n° 2023/5, décembre 2023. pp. 681-832

Le double processus de diffusion des tiers-lieux (en France de 1 800 en 2018, 2500 en 2022, à près de 3 500 en 2023) et d'affichage d'un soutien public et économique à différents niveaux (national, régional et local) soulève pour la science régionale plusieurs questions sur le plan théorique et empirique que ce numéro ambitionne d'explorer sous quatre angles : "L'impact des tiers-lieux sur la (re)dynamisation territoriale" ; "Les politiques publiques d'appui aux tiers-lieux dans les différents types de territoires" ; "Les modèles économiques, les relations entre parties prenantes et les enjeux de gouvernance" ; "Les proximités et l'articulation des échelles territoriales".

Tourisme

► **Horizon 2040. Construire les tourismses de demain**

Atout-France, décembre 2023. 26 p.

Atout France a engagé une réflexion prospective, intitulée « Horizons 2040 », visant à identifier les facteurs de transformation du tourisme et de son environnement. Synthèse des travaux.

Transition alimentaire

► Vers un système alimentaire durable : de la fourche à la fourchette

Coordination nationale des Conseils de développement, décembre 2023. 48 p.

Résultats des travaux des groupes thématiques lancés entre juin 2022 et juin 2023, cette synthèse permet d'examiner les enjeux et stratégies pour une alimentation plus durable. Le document souligne l'importance de l'alimentation dans la santé publique et son impact sur l'environnement, en particulier en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Il aborde les sujets du gaspillage alimentaire, l'importance de l'agriculture durable et la nécessité d'une transition vers des pratiques alimentaires plus responsables. L'accent est mis sur la mobilisation citoyenne et la participation des conseils de développement dans la création de systèmes alimentaires locaux, durables et accessibles à tous.

► L'économie sociale et solidaire. Un accélérateur des transitions alimentaires

Patricia Andriot. *Multitudes*, 2023/3, n° 92. pp. 112-117

Historique mais parfois perdue de vue, la place de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans le secteur agricole connaît un regain d'intérêt et d'actualité dans le cadre des transitions en cours. La transition alimentaire illustre tout particulièrement le rôle renouvelé et innovant des acteurs de l'ESS pour contribuer aux enjeux de réduction des impacts environnementaux de la production alimentaire tout en œuvrant en faveur d'une reconquête de la valeur ajoutée pour les territoires. Cet article décrit ces dynamiques multiples en cours et insiste sur le rôle clef des expérimentations et des volontés politiques locales pour accélérer les transitions.

► De la fourchette à la fourche

***Multitudes*, 2023/3, n° 92. pp. 45-138**

Le système agro-alimentaire mondial colonise les terres, les filières de production et de distribution, la chaîne du vivant. Face à cette domination protéiforme, des bifurcations apparaissent, des pensées transformatrices se forgent, des expériences novatrices éclosent, des multitudes agissent. Cette Majeure (dossier central) a choisi de sélectionner et mettre en lumière les micro résistances qui s'exercent au quotidien à travers les pratiques alimentaires, les alternatives culturelles, l'économie solidaire. Les luttes pour l'accès au foncier s'adaptent à la répression pour passer de l'action directe à l'action discrète.

Transition écologique

► De la loi Climat et résilience à la loi ZAN : le cap de la sobriété foncière, entre avancées et questionnements

Institut Paris Région, Alexandra Cocquière. *Note rapide Planification*, n° 1 000, déc. 2023. 5 p.

La loi du 20 juillet 2023, dite « loi ZAN », apporte des ajustements à la loi Climat et résilience, afin de mieux accompagner les élus locaux. Ils touchent l'Île-de-France, comme les autres régions, et renvoient la façon d'aborder la consommation d'espace dans les documents d'urbanisme, d'ici à 2031. En complément, trois décrets sur l'artificialisation sont parus au mois de novembre. Décryptage.

► Climat : faut-il encore débattre de la transition ?

DemocratieS, décembre 2023

Les injonctions à agir sont de plus en plus pressantes : sans actions déterminées, le changement climatique va nous prendre de vitesse. Alors, faut-il donner la priorité à la mise en œuvre accélérée des projets de transition, quitte à entamer le droit des citoyens à les mettre en débat ou à s'y opposer ? Ou, au contraire, faut-il prendre le temps de discuter, y compris dans ses fondements, de cette mutation de société qui s'annonce radicale ?

Vieillesse de la population

► Davantage de personnes âgées en perte d'autonomie à domicile dans les départements les plus pauvres

Insee, Marylise Dehon. *Insee Focus*, n° 314, décembre 2023

En 2021, en France, 7 % des personnes de 60 ans ou plus vivant à leur domicile sont en perte d'autonomie. Ce taux dépasse 9 % dans 16 départements. Il s'agit pour la quasi-totalité de territoires où la pauvreté est plus marquée qu'ailleurs et disposant souvent d'une offre restreinte de places d'hébergement pour personnes âgées dépendantes. La perte d'autonomie à domicile est légèrement plus répandue dans les communes urbaines : la population des seniors y est plus souvent pauvre et est un peu plus âgée que dans les communes rurales. Par ailleurs, l'accès plus aisé en milieu urbain à des soins ou à de l'aide peut faciliter le maintien à domicile.

► Vieillir en milieu rural est un enjeu collectif qui doit être pris au sérieux

Ariane Plaisance et Lily Lessard, Université du Québec - UQAR ; Michèle Morin, Université

Laval. *The Conversation*, décembre 2023

Au cours des deux prochaines décennies, toutes les régions du Québec connaîtront une augmentation de la proportion de leurs citoyennes et citoyens âgés de 65 ans et plus. Les petites municipalités rurales seront les plus touchées par cette tendance. Focus sur le laboratoire Mosaïc qui codéveloppe des solutions innovantes pour soutenir le bien vieillir dans les espaces ruraux québécois.

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille ANCT

>> Pour s'abonner au bulletin Veille & territoires : accès direct à l'encart d'inscription

>> Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

VEILLE & TERRITOIRES ISSN 2827-3737



© Janvier 2024 - Agence nationale de la cohésion des territoires

[Se désinscrire](#)